



Évolution du pouvoir d'achat des hommes au Québec entre 1997 et 2009

Septembre 2011

Au Québec, la situation des hommes sur le marché du travail entre les années 1997 et 2009 montre plusieurs signes positifs : ainsi, l'emploi s'accroît de 12,3 %, le taux de chômage baisse d'un peu plus de 2 points de pourcentage pour se fixer sous la barre des 10 % (9,9 % en 2009) et le taux d'emploi augmente légèrement pour atteindre 62,9 %. De plus, l'industrie de la construction fait très bonne figure (+ 71 %), tout comme celle des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 69 %). Par contre, on note une croissance plus forte du temps partiel (+ 27 % contre + 10 % pour le temps plein) ainsi qu'une baisse de l'emploi dans l'industrie de la fabrication (- 6 %)¹. Au-delà de ces grandes tendances, la question de l'évolution du pouvoir d'achat est centrale dans l'analyse des changements sur le marché du travail puisqu'elle renseigne notamment sur la qualité des emplois détenus. Le présent article aborde cet aspect en analysant la rémunération horaire réelle moyenne selon diverses caractéristiques des travailleurs et des milieux de travail, telles que le groupe d'âge, le régime de travail, la couverture syndicale ou encore l'industrie. Le début de la série chronologique portant sur la rémunération dans l'Enquête sur la population active étant l'année 1997, les résultats couvrent la période 1997-2009.

En 2009, la rémunération horaire moyenne des hommes en dollars constants se fixe à 20,16 \$, soit une hausse de 8,3 % du pouvoir d'achat par rapport à 1997. En comparaison, l'augmentation est de 12,8 % chez les femmes (17,67 \$ en 2009)². Ainsi, au cours de la période, l'avantage des hommes se rétrécit quelque peu, passant de 16,0 % à 14,1 %.

Parmi les groupes d'âge, la hausse la plus forte s'observe chez les 15-24 ans (+ 12,1 %). Malgré un certain rattrapage, les hommes de ce groupe demeurent les plus faiblement rémunérés : leur rémunération n'atteint pas 60 % de la rémunération moyenne de l'ensemble des hommes en 2009. Les trois autres groupes d'âge analysés présentent des taux horaires

variant entre 20,33 \$ (25-44 ans) et 23,00 \$ (45-54 ans). Par ailleurs, les deux groupes les plus âgés (45 ans et plus) enregistrent des gains de pouvoir d'achat beaucoup plus faibles que ce qui est noté pour l'ensemble; cette situation engendre donc une baisse notable de leur position salariale (- 5,6 points de pourcentage chez les 45-54 ans et - 4,5 points chez les 55 ans et plus). Enfin, le pouvoir d'achat des travailleurs de 25 à 44 ans croît de 9 % au cours de la période 1997-2009.

En 2009, les Québécois vivant en couple (21,88 \$) bénéficient d'une rémunération horaire plus forte que la moyenne d'ensemble, alors que l'inverse est observé chez ceux vivant seuls (17,12 \$). Le pouvoir d'achat

des premiers augmente toutefois à un rythme plus lent que celui des seconds (+ 8,6 % contre + 11,2 %).

Au Québec, les hommes avec au moins un enfant de moins de 18 ans bénéficient d'une rémunération horaire plus élevée que ceux qui n'en ont pas (22,82 \$ contre 18,85 \$ en 2009). Ces hommes affichent également une croissance du pouvoir d'achat supérieure au cours de la période (+ 12,3 % contre + 7,3 %) qui s'explique, en partie, par le fait qu'ils sont davantage présents chez les 15-24 ans et les 25-44 ans, soit les deux groupes d'âge connaissant les plus fortes augmentations. Enfin, les hommes avec des responsabilités parentales voient leur position salariale s'accroître sensiblement (113 % en 2009).

Entre 1997 et 2009, le pouvoir d'achat des hommes travaillant à temps plein croît de 9,0 % (20,54 \$ en 2009). Par contre, la situation des employés à temps partiel est beaucoup moins enviable. En effet, ces derniers voient leur pouvoir d'achat diminuer de près de 5 % au cours de la période. Avec un taux horaire moyen de 14,34 \$ en 2009, les travailleurs à temps partiel ont une rémunération qui ne correspond qu'à 71 % de la moyenne d'ensemble; ce ratio est d'ailleurs en forte baisse par rapport à 1997. En conséquence, les travailleurs à temps plein renforcent leur avance sur ceux à temps partiel, celle-ci passant de 20 % en 1997 à 30 % en 2009.

1. Ces données sont tirées de l'*Annuaire québécois des statistiques du travail* (volume 2, n° 1 et volume 6, n° 1).

2. Pour des résultats sur l'évolution du pouvoir d'achat des femmes au Québec, voir : Alexandre GAUDREAU (2010), *Évolution du pouvoir d'achat chez les Québécoises entre 1997 et 2009 : une situation contrastée*, [En ligne] : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/remuneration-horaire-hebdomadaire/pouvoir-achat-femmes-201103.pdf> (page consultée le 26 avril 2011)

En ce qui concerne le statut d'emploi, les données révèlent que les employés permanents (20,50 \$) affichent toujours une rémunération supérieure à celle des employés temporaires (17,28 \$), mais que ces derniers connaissent une plus forte hausse de leur pouvoir d'achat au cours de la période (+ 11,6 % contre + 7,9 %).

En 2009, les hommes dont les conditions de travail sont couvertes par une convention collective gagnent un salaire horaire moyen plus élevé que les hommes non syndiqués, soit respectivement 21,45 \$ et 19,23 \$. Toutefois, le taux horaire réel des non-syndiqués progresse presque trois fois plus rapidement que celui des syndiqués au cours de la période (+ 12,9 % contre + 4,5 %). Ainsi, sur le plan de la rémunération horaire, l'écart entre les deux groupes se rétrécit fortement pour s'établir à environ 2,25 \$ en 2009, comparativement à près de 3,50 \$ en 1997. Enfin, les syndiqués bénéficient, encore en 2009, d'une rémunération supérieure à celle de la moyenne d'ensemble puisque leur position salariale dépasse les 100 %; ce n'est pas le cas des travailleurs non syndiqués, malgré une bonne progression sur ce plan.

Les Québécois travaillant dans les établissements de moins de 20 employés sont ceux qui affichent le plus faible taux de salaire horaire réel en 2009 (16,74 \$), alors que ceux travaillant dans les établissements de plus de 500 employés montrent la rémunération la plus forte (25,45 \$). Par rapport à 1997, ces groupes connaissent des gains de pouvoir d'achat de 11,9 % et de 6,5 % respectivement. Par ailleurs, seuls les employés travaillant dans les plus petits établissements profitent d'une hausse de leur position salariale au cours de la période (83 % en 2009); cette position est, par contre, bien en deçà de celles notées chez les autres employés.

Entre 1997 et 2009, le gain de pouvoir d'achat dans le secteur privé (+ 10,4 %) est plus de deux fois supérieur à celui noté dans le secteur public (+ 4,3 %). Cependant, la rémunération horaire moyenne demeure plus élevée dans ce dernier secteur (24,73 \$ contre 19,07 \$ en 2009). Par ailleurs, l'écart entre les deux groupes diminue de presque 1 \$

au cours de la période; mais c'est surtout la baisse de près de 5 points de la position salariale dans le secteur public qu'il convient de souligner.

Le pouvoir d'achat des Québécois évolue de façon similaire dans le secteur des biens et dans celui des services avec des croissances respectives de 9,3 % et 9,7 %, soit légèrement au-dessus de la moyenne d'ensemble. Dans les deux cas, le salaire horaire moyen est d'un peu plus de 20 \$ et la position salariale, de près de 100 %. Toutefois, les résultats selon les industries révèlent des tendances très contrastées.

Ainsi, en 2009, parmi les employés travaillant dans le secteur des biens, ce sont ceux des services publics qui profitent de la rémunération horaire la plus forte (27,26 \$), alors que ceux travaillant dans l'industrie primaire présentent le taux le plus faible (16,81 \$). Comme ces deux industries affichent de faibles croissances du pouvoir d'achat au cours de la période, une forte baisse de leur position salariale est notée (plus de 5 points). Pour leur part, les travailleurs de l'industrie de la construction et de celle de la fabrication bénéficient d'une augmentation de leur rémunération horaire réelle d'environ 7 %. Le taux horaire dans ces industries est similaire à celui de la moyenne d'ensemble.

Parmi les industries du secteur des services, cinq connaissent des hausses de pouvoir d'achat d'au moins 10 % entre 1997 et 2009. L'industrie du commerce domine avec une augmentation de 14,5 % faisant en sorte que sa position salariale se situe à 83 % en 2009, en hausse de 4,5 points. Les industries des autres services (+ 12,4 %), des administrations publiques (+ 10,3 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (+ 10,2 %) ainsi que l'industrie de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location (+ 10,1 %) présentent un gain de pouvoir d'achat supérieur à celui de la moyenne d'ensemble et voient ainsi leur position salariale s'améliorer. À l'opposé, de très faibles gains de pouvoir d'achat sont observés dans les industries de l'information, de la culture et des loisirs (+ 2,9 %), des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 1,4 %) et des

services d'enseignement (+ 0,4 %); ainsi, une baisse parfois forte de leur position salariale est notée, en particulier dans les services d'enseignement (- 10 points de pourcentage). L'industrie de la gestion d'entreprises et des services administratifs se distingue avec une légère diminution du pouvoir d'achat. Enfin, dans le secteur des services, les rémunérations horaires les plus élevées en 2009 se trouvent dans les services d'enseignement (26,32 \$) et les administrations publiques (26,02 \$), tandis que les plus faibles sont constatées dans l'hébergement et les services de restauration (12,13 \$) et l'industrie de la gestion d'entreprises et des services administratifs (14,33 \$).

Rémunération horaire moyenne chez les hommes, Québec, 1997-2009 (en dollars de 2002)¹

	Taux de salaire horaire			Position salariale ²		
	1997	2009	Variation	1997	2009	Variation
	\$		%	%		point de %
Total	18,62	20,16	8,3
Groupe d'âge						
15 - 24 ans	10,51	11,78	12,1	56,4	58,4	2,0
25 - 44 ans	18,60	20,33	9,3	99,9	100,8	1,0
45 - 54 ans	22,29	23,00	3,2	119,7	114,1	-5,6
55 ans et plus	20,34	21,12	3,8	109,2	104,8	-4,5
État matrimonial						
Seule	15,39	17,12	11,2	82,7	84,9	2,3
Couple	20,14	21,88	8,6	108,2	108,5	0,4
État familial						
Avec enfant(s) de moins de 18 ans	20,32	22,82	12,3	109,1	113,2	4,1
Sans enfant(s) de moins de 18 ans	17,57	18,85	7,3	94,4	93,5	-0,9
Régime de travail						
Temps plein	18,85	20,54	9,0	101,2	101,9	0,6
Temps partiel	15,04	14,34	-4,7	80,8	71,1	-9,6
Statut d'emploi						
Permanent	19,00	20,50	7,9	102,0	101,7	-0,4
Temporaire	15,49	17,28	11,6	83,2	85,7	2,5
Couverture syndicale						
Couvert	20,52	21,45	4,5	110,2	106,4	-3,8
Non couvert	17,04	19,23	12,9	91,5	95,4	3,9
Taille de l'établissement						
Moins de 20 employés	14,96	16,74	11,9	80,3	83,0	2,7
Entre 20 et 99 employés	17,63	19,18	8,8	94,7	95,1	0,5
Entre 100 et 500 employés	20,96	22,17	5,8	112,6	110,0	-2,6
Plus de 500 employés	23,89	25,45	6,5	128,3	126,2	-2,1
Secteur d'appartenance						
Secteur public	23,72	24,73	4,3	127,4	122,7	-4,7
Secteur privé	17,28	19,07	10,4	92,8	94,6	1,8
Production de biens						
Industrie primaire	18,63	20,36	9,3	100,1	101,0	0,9
Services publics	16,49	16,81	1,9	88,6	83,4	-5,2
Construction	26,43	27,26	3,1	141,9	135,2	-6,7
Fabrication	19,52	20,94	7,3	104,8	103,9	-1,0
Production de services						
Commerce	18,62	20,04	7,6	100,0	99,4	-0,6
Transport et entreposage	18,24	20,01	9,7	98,0	99,3	1,3
Finance, assurances, immobilier et location	14,68	16,81	14,5	78,8	83,4	4,5
Services professionnels, scientifiques et technique	17,97	19,11	6,3	96,5	94,8	-1,7
Gestion d'entreprises et services administratifs	21,67	23,85	10,1	116,4	118,3	1,9
Services d'enseignement	22,96	25,30	10,2	123,3	125,5	2,2
Soins de santé et assistance sociale	14,45	14,33	-0,8	77,6	71,1	-6,5
Information, culture et loisirs	26,21	26,32	0,4	140,8	130,6	-10,2
Hébergement et services de restauration	19,88	20,16	1,4	106,8	100,0	-6,8
Autres services	20,84	21,45	2,9	111,9	106,4	-5,5
Administration publique ³	11,27	12,13	7,6	60,5	60,2	-0,4
	14,72	16,55	12,4	79,1	82,1	3,0
	23,59	26,02	10,3	126,7	129,1	2,4

.. N'ayant pas lieu de figurer.

- Les résultats portent sur les employés (travailleurs salariés) et ne tiennent donc pas compte des travailleurs autonomes. Les étudiants en emploi sont également exclus afin d'obtenir un portrait juste des personnes dont l'activité principale est d'être en emploi.
- La position salariale est le ratio de la rémunération horaire moyenne d'un groupe par rapport à la rémunération horaire moyenne de l'ensemble des employés. Ainsi, une position salariale de 100 % signifie que la rémunération horaire du groupe équivaut à celle de la moyenne d'ensemble.
- L'administration publique comprend les administrations municipale, provinciale et fédérale, les entreprises publiques et les universités.

Source : Fondé sur le fichier de microdonnées à grande diffusion – *Enquête sur la population active* de Statistique Canada, 2010. Tous les calculs ainsi que l'utilisation et l'interprétation de ces données relèvent entièrement de l'auteur.

Note : Les résultats présentés sont basés sur les données non révisées. Ils sont donc tout à fait comparables avec ceux présentés dans l'article « Évolution du pouvoir d'achat chez les Québécoises entre 1997 et 2009 : une situation contrastée » publié en mars 2011 (<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/travail-remuneration/remuneration-horaire-hebdomadaire/index.html>).

Ce feuillet est réalisé par la **Direction des statistiques du travail et de la rémunération**.

Pour plus de renseignements : Alexandre Gaudreault, analyste en statistiques du travail
1200, avenue McGill College, bur. 400
Montréal (Québec) H3B 4J8
Téléphone : 514 876-4384 (poste 6231)
Télécopieur : 514 876-1767
Courriel : alexandre.gaudreault@stat.gouv.qc.ca

**Institut
de la statistique**

Québec

